



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°31 – Du 5 au 12 octobre 2023

En bref

Afghanistan : Un nouveau corridor aérien stimule le commerce en Afghanistan. La BAfD fournit 100 MUSD d'aide alimentaire en Afghanistan

Bangladesh : Le FMI révisé à son tour la croissance à la baisse, à 6,0% pour 2023-24. La collecte fiscale est en hausse de 15% en glissement annuel en juillet-août, en deçà de la cible. Le gouvernement diffère son projet de candidature à la zone de libre-échange du Partenariat économique régional global (RCEP). Signature prévue d'un programme de huit projets solaires par la Banque Européenne d'investissement.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Le FMI revoit à la hausse la croissance de l'Inde. Recul de l'inflation à 5% en Inde en septembre, après 6,8% en août. *Politique commerciale* : Inde et Royaume-Uni prévoient un accord de libre-échange d'ici fin octobre. Conflit Israël-Palestine : quel impact sur l'économie indienne ?

Népal : Le secteur privé népalais en danger : un avertissement concernant le projet de loi sur l'électricité 2023.

Pakistan : Selon le FMI, la croissance du PIB en 2023/2024 du Pakistan devrait s'établir à 2,5 % et à 5 % en 2024/2025. Nouvelles données budgétaires dans l'édition annuelle du « Fiscal Monitor » du FMI. Transferts de migrants : de bons résultats en septembre qui restent à confirmer. Le SPG + est prolongé de quatre ans par le Parlement européen. Vers l'arrivée prochaine de capitaux saoudiens et chinois dans le cadre de deux projets de prise de participation d'entreprises pakistanaises ?

Sri Lanka : Légère baisse des réserves de change de la Banque centrale en septembre 2023. Forte contraction du PIB pour la deuxième année consécutive. Levée de toutes les restrictions à l'importation, à l'exception de celles concernant les véhicules automobiles. Accord de principe sur la restructuration de la dette sri lankaise à l'égard de la China Eximbank.

Afghanistan

Un nouveau corridor aérien stimule le commerce en Afghanistan

Le régime afghan a récemment inauguré un nouveau corridor aérien entre Kaboul et Shanghai, visant à renforcer les échanges commerciaux de l'Afghanistan avec le reste du monde. Lors de la cérémonie d'inauguration, le vice-Premier ministre pour les affaires économiques, Mullah Abdul Ghani Baradar, a souligné l'engagement du gouvernement envers les commerçants et les investisseurs en encourageant activement l'utilisation de cet itinéraire aérien. Il a insisté sur le fait que son pays fournirait un soutien à tous les commerçants désireux d'y investir.

L'ouverture de cet itinéraire aérien a déjà eu un impact significatif sur le commerce. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a ainsi rapporté que, au cours des six derniers mois, des marchandises d'une valeur de 72 MUSD avaient été exportées via ce corridor aérien. En parallèle, des importations d'une valeur de 62 MUSD ont également été effectuées. En outre, les autorités de la Chambre de commerce et d'investissement d'Afghanistan travaillent sur des plans pour étendre ces vols vers d'autres destinations, y compris des pays européens et les États-Unis.

Cependant, malgré ces développements positifs, de nombreux commerçants insistent sur la nécessité pour le gouvernement d'accorder des subventions pour faciliter leurs exportations via ce corridor aérien. Ils soulignent que des frais équitables sont essentiels pour rester compétitifs et renforcer les échanges commerciaux avec des pays tels que la Chine, où une grande partie de leurs pignons de pin est actuellement exportée.

La BAsD fournit 100 MUSD d'aide alimentaire en Afghanistan

Le Programme alimentaire mondial (PAM) fournira une aide alimentaire essentielle à plus de

1,3 million de personnes en Afghanistan, grâce à un financement de 100 M USD de la Banque asiatique de développement (BAsD). L'objectif est de soutenir les populations les plus vulnérables, en mettant l'accent sur les foyers dirigés par des femmes et les personnes en situation de handicap.

Cependant, malgré cette aide humanitaire, l'économie afghane reste fragile, avec une croissance économique prévue proche de zéro cette année, selon la Banque mondiale. Des experts soulignent la nécessité de lever les sanctions économiques pour aider le pays à relancer son économie. Le gouvernement afghan et la communauté internationale travaillent sur des plans visant à améliorer la compétitivité du secteur économique local.

Bangladesh

Le FMI révisé à son tour la croissance à la baisse, à 6,0% pour 2023-24

Après la révision à la baisse de la prévision de croissance par la Banque mondiale la semaine dernière et de la BAsD à la fin du mois dernier, le FMI vient de ramener sa prévision de croissance de 6,5% à 6,0% sur fond d'inflation persistante, de faiblesse de la demande interne et d'une ponction des réserves de change. En effet, afin de contrecarrer les tensions inflationnistes, la Banque centrale a récemment relevé ses taux directeurs, limitant ainsi l'accès au crédit. Par ailleurs, dans le but de freiner l'érosion des réserves de change, qui compromet la réalisation de l'un des indicateurs de résultat fixés par le FMI dans le cadre de la revue du programme, la Bangladesh Bank a également contingenté les importations jugées non incompressibles. Ces deux éléments pèseront sur les perspectives de croissance du pays. En revanche, le FMI a revu son estimation de la croissance pour l'année fiscale échue à la hausse, à 6,0% contre 5,5% précédemment.

La collecte fiscale est en hausse de 15% en glissement annuel en juillet-août, en deçà de la cible

La collecte des recettes publiques au cours de la période juillet-août est en hausse de 15% par rapport à la même période de l'année dernière. Celle-ci est notamment portée par une hausse des recettes de la TVA (+19%) tandis que les droits de douane enregistrent une moindre hausse de 9%, du fait des restrictions sur les importations, notamment de biens de luxe.

Sur ces deux premiers mois, la TVA représente 40% des recettes, les droits de douane 35% et les impôts sur le revenu et sur les sociétés 25%.

Le National Board of Revenue (NBR) s'est fixé comme objectif de collecter 4300 Mds Tk sur l'année fiscale 2023-24 dont 503 Mds Tk au cours de la période sous revue de juillet-août. A ce titre, les résultats sont en deçà des attentes, à 462 Mds Tk.

Les recettes fiscales, particulièrement scrutées dans le contexte de la revue du programme FMI, devront atteindre 9,0% du PIB contre 8,7% du PIB sur le budget précédent et 7,5% sur le budget réalisé 2021-22. Afin d'atteindre 9,0% du PIB en recettes fiscales, le NBR cherchera à augmenter les taxes sur les revenus et sur les profits en les portant de 2,7% du PIB à 3,1%. Les recettes tirées de la TVA, qui naguère représentaient plus de 50% des recettes fiscales, se sont érodées au fil du temps. Un programme de la Banque Asiatique de Développement vise à rendre obligatoire l'enregistrement en ligne pour la TVA, développer le paiement en ligne et le retrait de plusieurs exemptions.

Le gouvernement diffère son projet de candidature à la zone de libre-échange du Partenariat économique régional global (RCEP)

Après une première annonce du Ministère du Commerce en 2021, le Bangladesh avait évoqué en août 2023 son souhait de déposer une candidature d'adhésion à l'accord de libre-échange du Partenariat économique régional global (RCEP). Le RCEP regroupe quinze pays : les dix pays membres de l'ASEAN, la Chine, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande. Le gouvernement vient finalement

d'annoncer que le pays ne rejoindra pas le RCEP, ni aucun autre bloc, d'ici les élections législatives début janvier 2024.

Les échanges de biens avec le RCEP sont nettement en défaveur du Bangladesh, avec un déficit de la balance commerciale de près de 34 Mds USD. Alors que le RCEP représente 48% de ses importations, il représente seulement 9% des exportations.

Le Bangladesh cherche à négocier des accords de libre-échange afin de préparer sa sortie du statut de pays les moins avancés en 2026.

Signature prévue d'un programme de huit projets solaires par la Banque Européenne d'investissement

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Economic Relations Division (ERD) signeront un prêt de 350 M EUR en marge du *Global Gateway Forum* à Bruxelles fin octobre. Ce prêt sera accompagné d'une enveloppe de dons de l'Union Européenne de 45 M EUR pour l'assistance technique et des subventions à l'investissement et de co-financements à hauteur de 350 M EUR supplémentaires de la part d'autres bailleurs.

Il s'agirait du premier projet phare sous le programme *Global Gateway* au Bangladesh. Il devrait permettre de mettre en œuvre huit larges projets de centrales solaires, alors que le Bangladesh vise 40% d'énergies propres d'ici 2041 et que la part du renouvelable s'établit aujourd'hui à 3% environ.

Il s'agira du plus important projet de la BEI au Bangladesh. Pendant la pandémie de Covid-19, la BEI avait signé une ligne de soutien budgétaire de 250 M EUR.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Le FMI revoit à la hausse la croissance de l'Inde

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé sa prévision de croissance pour l'Inde pour

l'exercice budgétaire 2023-2024 à 6,3 % contre 6,1% précédemment, grâce à une consommation plus forte qu'attendu au deuxième trimestre. La prévision pour l'exercice budgétaire 2024-2025 reste inchangée à 6,3 %. L'Inde devrait demeurer l'une des économies dont le rythme de croissance sera le plus rapide en 2023. Le FMI s'attend à ce que l'économie mondiale ralentisse, à 3 % en 2023, en baisse par rapport à 2022 (3,5 %), puis à 2,9 % en 2024.

Les perspectives de l'économie mondiale ont ainsi été revues à la baisse par rapport aux prévisions de juillet bien que la croissance de certaines économies émergentes ait été revue à la hausse, tandis que la Chine a vu sa prévision légèrement réduite. Le FMI souligne que les évolutions conjoncturelles dans les différentes régions du monde sont de plus en plus hétérogènes..

Le Premier ministre indien Narendra Modi a salué les prévisions de croissance économique robustes de l'Inde par le Fonds et a déclaré que le pays est un "point lumineux mondial" et une "puissance de croissance et d'innovation". Il a souligné que l'Inde devrait continuer à renforcer ses réformes.

Par ailleurs, la banque anglaise Barclays a récemment déclaré que, selon elle, l'Inde doit atteindre un rythme de croissance économique tendanciel de 8 % pour devenir le principal contributeur à l'économie mondiale, et dépasser la Chine. Pour ce faire, l'Inde devrait se concentrer sur des investissements dans des secteurs traditionnels tels que l'exploitation minière, les services collectifs (*utilities*), les transports et le stockage, qui ont des retombées économiques plus importantes.

Recul de l'inflation à 5% en Inde en septembre, après 6,8% en août

En Inde, la hausse des prix de détail a fléchi à 5% en septembre, en raison de la baisse des prix des légumes, qui ont enregistré une contraction de 16% d'un mois sur l'autre et de la réduction des

prix des bouteilles de gaz décidée par le gouvernement.

Pour autant, l'IPC s'est inscrit à 6,4% en moyenne au cours des trois derniers mois. Malgré la moindre hausse des prix des produits alimentaires, qui s'inscrit à 6,3% contre 9,2% en août, les prix de certaines composantes (céréales, sucre, épices) devraient continuer d'exercer des pressions à la hausse sur l'indice. Dans ce contexte, qui devrait ramener l'inflation dans une fourchette comprise entre 5,4% et 5,7% sur l'ensemble de l'exercice, la RBI devrait maintenir le biais restrictif de sa politique monétaire, l'IPC s'inscrivant nettement au-dessus du centre de la cible, dont l'intervalle est compris entre 2% et 6%.

Politique commerciale

Inde et Royaume-Uni prévoient un accord de libre-échange d'ici fin octobre

L'Inde et le Royaume-Uni devraient signer un accord de libre-échange (ALE) d'ici la fin du mois d'octobre. L'objectif de cet accord est de stimuler le commerce bilatéral au-delà de son niveau actuel de 20 Mds USD. L'Inde a invité le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, à visiter l'Inde le 28 octobre pour conclure ce pacte ambitieux. L'accord comprendra 26 chapitres, mais des discussions subsistent sur des questions sensibles telles que les appellations d'origine et les droits de propriété intellectuelle. Les deux points de contentieux demeurent les appellations d'origine, où un accord de principe a été atteint, et les droits de propriété intellectuelle. L'Inde souhaite des assurances du Royaume-Uni quant à l'usage de son territoire pour acheminer des marchandises provenant d'autres pays. Par ailleurs, le secteur des sciences de la vie et de la biotechnologie du Royaume-Uni a suggéré 37 modifications des lois indiennes sur les droits de propriété intellectuelle, ce qui constitue un autre point de divergence à résoudre.

Conflit Israël-Palestine : quel impact sur l'économie indienne ?

Le conflit en cours entre Israël et la Palestine a suscité des inquiétudes quant à son impact potentiel sur l'Inde en tant que partenaire commercial clé du Moyen-Orient. Le Moyen-Orient est une région importante pour l'Inde, représentant 18 % de ses exportations totales et 25 % de ses importations totales en 2023. L'Inde entretient également des relations commerciales importantes avec les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en tête, qui représentent 22,3 % de son commerce. Cependant, Israël, la Palestine et d'autres pays touchés par le conflit ne représentent qu'une petite partie du commerce total de l'Inde, avec un excédent commercial significatif d'environ 6,1 Mds USD en 2022-23 en faveur de l'Inde.

Le principal impact du conflit sur l'économie mondiale et indienne est susceptible de provenir de la hausse des prix du pétrole. Cette préoccupation est liée à la forte dépendance indienne aux importations de pétrole brut en provenance du Moyen-Orient, en particulier de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, d'Irak et du Qatar. Une escalade prolongée du conflit et l'implication d'autres pays arabes pourraient entraîner une hausse des prix du pétrole, ce qui pourrait affecter l'Inde. L'impact sur l'Inde serait donc minimal, sauf si d'autres pays du Moyen-Orient se joignent au conflit, ce qui pourrait compliquer les efforts pour contenir les risques d'inflation liés à la hausse des prix du pétrole et à la vigueur du dollar.

La situation est en évolution, et le marché attend des indices supplémentaires de la Réserve fédérale américaine concernant les taux d'intérêt et des données sur l'inflation aux États-Unis pour mieux évaluer la situation.

Népal

Le secteur privé népalais en danger : un avertissement concernant le projet de loi sur l'électricité 2023

Ganesh Karki, président de l'Association des producteurs d'énergie indépendants du Népal (IPPAN), a averti que le secteur privé népalais pourrait s'effondrer si le projet de loi sur l'électricité de 2023 était adopté sans amendements. Selon Karki, le secteur privé joue un rôle essentiel dans la production d'électricité au Népal, contribuant à près de 2 000 mégawatts sur les 3 000 produits actuellement. Karki a critiqué le projet de loi, affirmant qu'il limite la participation du secteur privé et crée des obstacles à l'investissement étranger. Il estime que le projet de loi pourrait anéantir le secteur privé népalais.

Ce projet de loi stipule que seules les entreprises détenant une participation gouvernementale de 51 % seront autorisées à entreprendre des projets énergétiques, excluant ainsi la majeure partie du secteur privé. De plus, le projet de loi ne précise pas le sort des investissements effectués par les promoteurs népalais, ce qui suscite des inquiétudes quant à la sécurité juridique des projets en cours. Ganesh Karki a souligné la capacité et la technologie du secteur privé népalais pour gérer des projets de grande envergure, critiquant l'intervention du gouvernement pour favoriser l'investissement étranger au détriment des producteurs nationaux.

Pakistan

Selon le FMI, la croissance du PIB en 2023/2024 du Pakistan devrait s'établir à 2,5 % et à 5 % en 2024/2025.

Dans son « World Economic Outlook 2023 », le FMI rappelle que son estimation de la récession au cours de l'année budgétaire 2022/2023 était

de -0,5 % (-0,6% pour la Banque mondiale). Selon le FMI, la croissance du PIB en 2023/2024 du Pakistan devrait s'établir à 2,5 % (contre 1,7% pour la Banque mondiale et 1,9% pour la BAsD), avant de se renforcer à 5 % en 2024/2025 (2,4 % pour la Banque mondiale).

Le FMI a noté que le déficit courant se serait élevé à -0,7 % du PIB au cours de l'exercice 2023 (contre une estimation du 6 juillet à +1,2 %). Il a maintenu sa prévision à 1,8 % pour l'année budgétaire en cours et à 1,7 % pour l'année budgétaire 2024-25.

Nouvelles données budgétaires dans l'édition annuelle du « Fiscal Monitor » du FMI.

Selon l'édition annuelle du "Fiscal Monitor", les dépenses publiques pakistanaises devraient passer de 19,5 % du PIB en 2022/2023 à 20,1 % en 2023/2024. Les recettes budgétaires devraient représenter 12,5 % du PIB en 2023/2024 (en augmentation de 0,6 points de pourcentage par rapport à 2022/2023) et 12,4 % en 2024/2025, contre 11,4 % au cours de la même période en 2022/2023 et 12,1 % en 2021/2022. Le solde primaire du gouvernement devrait s'établir à +0,4 % 2023/2024 contre -1,2 % en 2022/2023. Le différentiel entre le taux de croissance et le niveau des taux d'intérêt projetés pour la période 2022/2023-2027/2028 est de -6,1%. La dette à échéance moyenne du Pakistan en 2023 est estimée à 33,8 % du PIB. Le déficit budgétaire est projeté à -7,6% en 2023/2024 contre -8,1% en 2022/2023.

Transferts de migrants : de bons résultats en septembre qui restent à confirmer.

Selon les données de la Banque centrale, la State Bank of Pakistan - SBP, les transferts de migrants ont atteint 2,20 Mds USD en septembre 2023, en hausse de 5 % par rapport à août, leur plus haut niveau depuis six mois.

Au cours du premier trimestre (juillet-septembre) de l'année budgétaire, les transferts ont chuté de 20 % (6,33 Mds USD, contre 7,89 Mds USD en 2022-2023) et en année glissante, ils ont baissé de 11%. Selon les experts, les envois de fonds ont été inférieurs aux attentes du marché, qui tablait sur 2,30 à 2,50 Mds USD.

Selon l'interprétation donnée par la SBP de ce rétablissement, la répression contre les agents de change sans licences (les Hawala) aurait incité les Pakistanais de l'étranger à privilégier les canaux officiels pour leurs envois de fonds.

Le SPG + est prolongé de quatre ans par le Parlement européen.

Le statut « Système de Préférences Généralisées + » est un régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance, qui donne au Pakistan et à trois autres pays (Bolivie, Philippines, Sri Lanka) un accès en franchise de droits ou à tarif réduit au marché de l'UE pour plus de 6 000 lignes tarifaires.

Afin de se mettre en conformité avec les nouvelles règles du SPG +, le Pakistan s'était notamment astreint à effectuer des progrès en matière de droits de l'Homme.

Vers l'arrivée prochaine de capitaux saoudiens et chinois dans le cadre de deux projets de prise de participation d'entreprises pakistanaises ?

Trois entreprises publiques pakistanaises seraient sur le point de vendre leurs parts correspondant à 25% du capital de la mine d'or et de cuivre de Reko Diq au Public Investment Fund saoudien. Le Board of Investment a indiqué qu'il était sur le point d'engager un conseiller financier qui évaluera la valeur du quart de la mines de Reko Diq pour proposer une offre de vente de 25% de la mine au fond saoudien.

Shanghai Electric Power (SEP) propose à la société de distribution de Karachi (Disco) K-Electric de racheter, pour 1,77 Md USD, 66,40 % des parts de K-Electric. Le DG du groupe (détenu par la société Saudi Aljomaih Holding Company et la société National Industries Group (NIG)) a déclaré qu'il accepterait une nouvelle offre de SEP si elle atteignait 2 Mds USD.

Sri Lanka

Légère baisse des réserves de change de la Banque centrale en septembre 2023.

Selon les derniers chiffres publiés par la Banque centrale, les réserves officielles de change sont passées de 3,6 Mds USD en août 2023 à 3,5 Mds USD en septembre (ce chiffre comprend un swap de 1,4 Md USD de la PBoC (People's Bank of China) dont l'utilisation est soumise à conditions). Le montant des réserves immédiatement utilisables s'élève ainsi à 2,1 Mds d'USD, soit six semaines d'importation de biens. Cette légère baisse des réserves s'explique par : (i) le remboursement d'une ligne de crédit à court terme de 200 M USD à la Banque centrale du Bangladesh, (ii) le fait que les banques commerciales sri lankaises doivent se procurer davantage de dollars consécutivement à la conversion obligatoire en roupies, dans le cadre de la restructuration de la dette interne, des Sri Lankan Development Bonds libellés précédemment en USD et enfin (iii) le creusement du déficit commercial. En août, ce dernier s'est élevé à 307 M USD, soit une hausse de 18% en glissement annuel. Le creusement du déficit en août est le résultat de la baisse continue des exportations (-8,7% en août et -10% sur les huit premiers mois de l'année), en particulier de la filière habillement (-23%) dans le contexte d'atonie de la demande en Europe et aux Etats-Unis et du moindre recul des importations (-4% en août contre -14% sur les huit premiers mois de l'année) induit par la poursuite de la levée des restrictions aux importations relatives à de nombreux produits. Les observateurs anticipent une poursuite de la dégradation du commerce extérieur du fait de l'absence de perspective de reprise de la demande dans le secteur de l'habillement avant la mi-2024, de l'augmentation des prix du pétrole (la facture énergétique représente 30% des importations) et de la levée en octobre des toutes les restrictions à l'importation (à l'exception de celles sur le secteur automobile). Les difficultés du commerce extérieur sont toutefois compensées par la bonne performance

des transferts des migrants (3,86 Mds USD, soit une augmentation de 74% sur les huit premiers mois de l'année) et du tourisme (1,3 Md USD de recettes, soit une hausse de 57%).

Forte contraction du PIB pour la deuxième année consécutive

Selon la Banque mondiale, après avoir enregistré une forte contraction en 2022 (-7,8%), le PIB devrait afficher une nouvelle baisse (-3,8%) sur l'ensemble de l'année 2023 et ne retrouver un taux de croissance légèrement positif qu'en 2024 (+1,7%). Plusieurs raisons expliquent cette contraction : un contexte international morose qui pèse sur les exportations, une consommation intérieure en berne du fait des hausses des prix et des impôts, un investissement privé atone et un investissement public bridé par la contrainte budgétaire. Pour mémoire, sur les six premiers mois de l'année 2023, le PIB s'est contracté de 7,9%. Au deuxième semestre 2023, la croissance devrait redevenir positive grâce à un retour progressif de la confiance, à une amélioration des conditions de crédit et à la poursuite du regain d'activité dans le secteur touristique.

Levée de toutes les restrictions à l'importation, à l'exception de celles concernant les véhicules automobiles

Le décret signé par le Président et ministre des Finances Ranil Wickremesinghe, levant toutes les restrictions à l'importation, à l'exception de celles imposées sur les véhicules automobiles, a été publié le 9 octobre avec application immédiate. En avril 2020, le gouvernement avait imposé des interdictions sur un grand nombre d'articles (749 codes douaniers correspondant à des biens de consommation notamment des produits alimentaires, des eaux minérales, des boissons alcoolisées, des produits d'hygiène corporelle, des matériaux de construction, des articles en matières plastiques...) consécutivement aux difficultés économiques induites par la pandémie. Celles-ci ont été maintenues jusqu'en septembre 2022, puis ont été progressivement levées, concomitamment avec l'amélioration de la situation économique et conformément aux engagements pris dans le

cadre du programme FMI. S'agissant des véhicules automobiles, l'importation de véhicules de transport collectif de passagers (plus de dix personnes, chauffeur compris), de camions et de véhicules utilitaires est autorisée. Enfin, les biens importés entre le 16 avril 2020 et le 8 octobre 2023, malgré les interdictions en vigueur pendant cette période et qui étaient bloqués en douane pourront être dédouanés moyennant le paiement d'une taxe additionnelle de 15% sur la valeur CIF.

Accord de principe sur la restructuration de la dette sri lankaise à l'égard de la China Eximbank

Le gouvernement sri lankais a annoncé, le 12 octobre, qu'il était parvenu à « un accord sur les principes clés et les conditions indicatives d'un traitement de la dette avec la China Eximbank ». L'accord de principe porte sur un encours de dette d'environ 4,2 Mds USD. Selon le ministère des Finances sri lankais, cet accord constitue une étape importante vers le rétablissement de la viabilité à long terme de la dette de Sri Lanka et ouvrira la voie à une reprise économique. Le communiqué du ministère des Finances précise que les conditions indicatives convenues contribueront à fournir les marges de manœuvre budgétaires nécessaires à Sri Lanka pour mettre en œuvre son ambitieux programme de réformes. Les autorités sri-lankaises espèrent également que cet accord permettra la

conclusion des négociations avec les autres créanciers officiels et les créanciers commerciaux. Elles soulignent que l'accord devrait faciliter l'approbation par le Conseil d'administration du FMI de la première revue du programme en cours, ce qui permettrait le décaissement de la deuxième tranche de financement du FMI d'environ 334 MUSD. Pour mémoire, le Sri Lanka est engagé, dans le cadre du programme FMI, dans des négociations visant à restructurer sa dette extérieure. Au 31 mars 2023, la dette extérieure publique de Sri Lanka s'élevait à 44,6 Mds USD (dette du gouvernement : 36,1 Mds, dette garantie par le gouvernement : 3,5 Mds, et dette de la Banque centrale : 5 Mds USD). Les négociations sur la restructuration de la dette extérieure concernent les créanciers bilatéraux publics (11,3 Mds d'encours de dettes) et les créanciers commerciaux (14,7 Mds USD). La Chine est le premier créancier bilatéral public de Sri Lanka. Elle détient 47% de la dette bilatérale publique, devant le Japon (32%) et l'Inde (10%). Pour conduire les négociations de restructuration de la dette bilatérale, les créanciers bilatéraux ont créé un comité des créanciers officiels co-présidé par la France, l'Inde et le Japon. La Chine n'a pas souhaité s'associer à ce comité et par conséquent elle négocie séparément la restructuration de ses créances.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international